OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES

MALVERSATIONS ECONOMIQUES

INTEGRITE



OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND

ECONOMIC EMBAZZLEMENT

TRANSPARENCE

COMMUNIQUE DE PRESSE N° Q.A.Q../OLUCOME/06/2018 PORTANT SUR L'EXISTENCE AU BURUNDI DES CARTES NATIONALES D'IDENTITE RECUES SUR FONDS DE CORRUPTION ALORS QU'EN 2014 IL Y A EU UN MARCHE ILLEGAL Y RELATIF QUI A ETE ATTRIBUE.

- 1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) regrette qu'il existe encore au sein de la population burundaise des Cartes nationales d'identité reçues sur fonds de corruption. Lors du lancement officiel du passeport biométrique de l'East African Community (EAC), le Commissaire Général de la Police de l'Air, des Frontières et des Etrangers (PAFE) a précisé que les services de la PAFE reçoivent des personnes en quête du passeport biométrique ou d'autres documents de voyage qui présentent des cartes nationales d'identité fraudées. L'OLUCOME considère que ce n'est pas de la fraude mais plutôt le fruit de la corruption qui s'opère dans l'administration communale et elle est favorisée par les personnes qui dissimulent leur identité d'origine ou trichent leur âge en vue de se procurer ces cartes nationales d'identité. Actuellement au Burundi, pour qu'un citoyen se procure d'une Carte nationale d'identité auprès de l'administration communale, il doit être un membre du parti au pouvoir CNDD-FDD ou donner des pots de vin. Ce qui occasionne l'existence des citoyens burundais qui ne possèdent pas des Cartes nationales d'identité suite à cette corruption qui a déjà atteint un stade jamais vécu par le Burundi dans toute son histoire.
- 2. Le Ministère de l'Intérieur a attribué illégalement un marché de production des Cartes nationales d'identité biométriques à une société indienne dont son contrat a été conclu en 2014. Ce marché s'équivaudrait à plus de 20 milliards Fbu. Malgré les irrégularités relatives à l'attribution de ce marché, il n'a pas été annulé plutôt le Ministère de l'Intérieur a donné une partie du montant total du marché au titre d'une avance à ladite société. L'OLUCOME se demande pourquoi jusqu'à l'heure actuelle, ces cartes nationales d'identité biométriques n'ont pas encore été produites alors que les fonds d'avance auraient été donnés à la société de production « choisie ». De ce constat de la non production de ces cartes jusqu'aujourd'hui, l'Observatoire peut espérer que ce marché illégal a été annulé.
- 3. Dans le cadre de contribuer pour que les citoyens burundais vivent dans la légalité en général et spécialement en ce qui est de la possession des cartes nationales d'identité, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

Au Ministère de l'intérieur, de la Formation Patriotique et du développement local :

a. De donner de la lumière au peuple burundais sur ce marché illégal de production des Cartes nationales d'identité biométriques dont les activités n'ont jusqu'ici démarrées alors que les fonds d'avance ont déjà été octroyés à la société « gagnante » ; 🚜

Aux administrations communales:

a. D'abandonner les pratiques d'exiger des pots de vin à toute personne qui leur demande un service quelconque à l'instar de l'octroi de la carte nationale d'identité car ces administratifs communaux sont payés par les impôts et taxes donnés par les citoyens burundais;

A la population burundaise:

a. De refuser de donner des pots de vin lors d'une demande de n'importe quel service dans le secteur public ou privé et par conséquent de dénoncer les actes de corruption commis ici et là au pays.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus.

Fait à Bujumbura, le 9.4./06/2018

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

Condo la Condo

B P 6616

Tél.212113